



Discours inaugural de Carlos Lopes, économiste :

Lettre ouverte aux journalistes, éditeurs et médias : le prix du stéréotype

Mesdames et Messieurs,

Merci pour cette invitation. C'est un honneur pour moi d'inaugurer une rencontre qui met l'accent sur un sujet aussi crucial que la manière dont nous parlons de l'Afrique. Car les stéréotypes ne sont pas de simples erreurs ou des clichés inoffensifs : ils agissent comme des filtres qui conditionnent les perceptions, les décisions et les destins. Le récit qui se construit sur un continent de 1,4 milliard d'habitants n'est pas un exercice académique ; c'est un acte qui a des conséquences économiques, politiques, symboliques et même émotionnelles. Aujourd'hui, je voudrais vous inviter à regarder l'Afrique à partir des faits, mais aussi avec curiosité : une curiosité critique qui ose remettre en question les inerties, élargir le cadre et reconnaître à la fois les défis et les transformations profondes qui sont en cours.

Lorsque l'Afrique entre dans le débat médiatique mondial, elle apparaît généralement dans un scénario qui se répète. Et le plus surprenant est la longévité de ce scénario. Décennie après décennie, le continent semble

convoqué pour les mêmes histoires : crise, conflit, fragilité, épidémie, corruption, dépendance. C'est comme si, malgré les changements profonds et rapides que connaît le continent, le discours dominant était resté à la traîne, prisonnier d'images d'époques révolues. L'Afrique apparaît ainsi comme un acteur extraordinaire, doté d'une immense capacité à interpréter de nouveaux rôles, mais contraint d'incarner toujours le même personnage. L'histoire change, mais le rôle attribué reste le même.

Les stéréotypes fonctionnent précisément ainsi : ils tronquent la réalité. Ils coupent les contours, éliminent les nuances, simplifient les complexités.



Et ce qui est tronqué est inévitablement perdu. Mais outre cette perte, il y a un

coût réel : ce qui est répété à propos de l'Afrique influence la manière dont les investissements sont décidés, dont les accords sont négociés, dont les politiques publiques sont conçues, dont le risque est perçu, dont la coopération internationale est gérée. Les stéréotypes ne restent pas à la surface ; ils pénètrent dans les systèmes décisionnels. C'est pourquoi l'enjeu est si important.

Le coût économique de ces stéréotypes est l'un des plus faciles à mesurer. L'écart entre la perception et la réalité africaine est bien documenté sur les marchés financiers. Plusieurs pays africains, tout en maintenant des niveaux d'endettement, d'inflation ou de stabilité fiscale comparables à ceux d'autres régions émergentes, paient entre 300 et 600 points de base supplémentaires lorsqu'ils émettent des titres de créance. Cette différence ne résulte pas d'une analyse objective des fondamentaux macroéconomiques : elle résulte de perceptions bien ancrées. Elle résulte du discours. Il en résulte un surcoût annuel compris entre 70 et 120 milliards de dollars. Ce chiffre est supérieur à l'ensemble de l'aide publique au développement reçue par le continent en un an. C'est de l'argent qui n'est pas investi dans la santé, l'éducation, l'énergie, les infrastructures, l'innovation technologique ou l'adaptation au changement climatique. Il s'agit d'une taxe narrative : une pénalité pour une image déformée.

Mais alors que cette perception reste figée, la réalité africaine évolue, et évolue rapidement. L'Afrique n'est pas

un continent à l'arrêt ; c'est un continent en transition, où sont testés des modèles urbains, énergétiques, démographiques et numériques qui définissent l'avenir mondial. Lorsque l'on analyse attentivement les données, une image différente, beaucoup plus dynamique et complexe que ne le suggère le discours dominant, se dessine.

Aujourd'hui, six des dix économies dont la croissance est la plus forte pour 2025-2026 se trouvent en Afrique. Cette information ne fait généralement pas la une des journaux, mais elle explique en grande partie ce qui se passe actuellement. L'urbanisation progresse à un rythme accéléré, mais d'une manière différente de ce qui s'est produit dans d'autres régions : non pas par le biais de mégapoles incontrôlables, mais par le biais de réseaux polycentriques de villes intermédiaires, qui absorbent plus de 75 % de la croissance urbaine du continent. Ce modèle a des implications profondes pour l'économie régionale, la création d'emplois, la répartition territoriale et la cohésion sociale.

Dans le domaine énergétique, l'Afrique est en train de vivre une révolution silencieuse. Plus de 30 millions de foyers utilisent aujourd'hui des systèmes solaires domestiques pour accéder à l'électricité. Cette électrification décentralisée représente une innovation majeure à un moment où le monde recherche des modèles alliant efficacité, durabilité et adaptabilité. L'absence de grandes infrastructures fossiles héritées, loin d'être un obstacle, est devenue une opportunité

d'expérimenter des solutions propres, locales et évolutives.

Dans le domaine numérique, l'Afrique est également en avance.

En Afrique de l'Est, plus de 70 % des adultes utilisent l'argent mobile. Ce chiffre dépasse non seulement celui de l'Europe, mais aussi celui de presque toute l'Amérique latine. La région est le leader mondial en matière d'adoption des technologies financières. Lagos, Nairobi, Kigali et Le Cap concentrent des écosystèmes entrepreneuriaux avec des taux de croissance à deux chiffres. La valeur du secteur numérique pourrait atteindre 180 milliards de dollars en 2030. Et ce dynamisme ne se limite pas aux capitales : il s'étend aux villes intermédiaires, aux zones rurales connectées par la téléphonie mobile, aux réseaux de jeunes innovateurs qui développent des solutions locales à des problèmes mondiaux.

Si nous examinons la tendance démographique, nous trouvons un autre élément clé. Une personne sur quatre sera africaine en 2050. La main-d'œuvre du continent sera la plus importante au monde d'ici 2070. Ce n'est pas seulement un chiffre : c'est un changement structurel d'une ampleur considérable. L'Afrique sera le théâtre d'une partie décisive de l'avenir économique mondial. Alors que d'autres régions vieillissent, le continent voit sa population jeune se multiplier : une génération plus éduquée, plus urbaine et plus connectée que toutes les précédentes.

Malgré ces changements profonds, le discours dominant continue d'utiliser des lunettes héritées du passé. L'Afrique

est interprétée comme un retardataire alors qu'en réalité, elle est en avance à bien des égards. C'est un continent où les tensions liées au changement climatique se manifestent en premier, où les modèles d'énergie propre sont testés à un rythme accéléré, où l'urbanisation décentralisée façonne de nouvelles formes d'organisation économique, où la numérisation redéfinit les services financiers, sanitaires et éducatifs. C'est un laboratoire involontaire du monde à venir, mais cela ne fait généralement pas partie du discours médiatique dominant.

Et nous arrivons ici au coût le plus difficile à mesurer : le coût symbolique. Les stéréotypes n'affectent pas seulement l'économie et la politique ; ils affectent la façon dont les Africains se perçoivent eux-mêmes. Le discours dominant, répété depuis des décennies, suggère que le succès se trouve ailleurs, que le continent est condamné à rester à la traîne, que l'avenir se construit ailleurs. Ce discours imprègne les aspirations. Il produit un phénomène que je décris souvent comme une migration de l'imagination. Des millions de jeunes Africains — la génération la plus éduquée et la plus connectée de l'histoire du continent — grandissent en entendant un discours qui réduit leurs horizons. Cette réduction des attentes représente une perte immense en termes de capital humain.

Cet effet symbolique est clairement visible dans le travail que je réalise avec Africa No Filter. Je préside le comité qui supervise son étude annuelle sur la couverture médiatique internationale du continent. Nous analysons des

milliers d'articles dans plus de trente médias mondiaux de référence. Les résultats sont cohérents d'année en année : plus de 60 % des articles sur l'Afrique sont axés sur les crises. Seuls 12 % traitent de l'innovation, de la culture, de la science ou de la transformation économique. À peine 4 % examinent les politiques publiques africaines à moyen ou long terme. Et moins de 1 % intègrent les voix africaines comme cadres analytiques principaux. Ces données ne décrivent pas le continent ; elles décrivent le cadrage, l'angle, la sélection. En d'autres termes, elles décrivent la fenêtre. Et lorsque la fenêtre est étroite, le paysage semble plus petit qu'il ne l'est en réalité.

Cela rejoint une autre initiative dont je suis le mentor : la campagne Correct the Map. Elle part d'un constat simple mais révélateur : les cartes scolaires réduisent visuellement la taille de l'Afrique. La projection cartographique la plus utilisée dans le monde minimise le continent et, ce faisant, minimise inconsciemment son importance. Lorsque nous montrons à des élèves de différentes régions que l'Afrique est plus grande que la Chine, l'Inde, les États-Unis et l'Europe occidentale réunis, l'effet est immédiat : surprise, incrédulité, puis correction de perspective. Correct the Map ne se contente pas de corriger les cartes : elle corrige les perceptions. Et elle démontre quelque chose d'important : les stéréotypes ne sont pas seulement ce que nous pensons, ils sont la façon dont nous voyons les choses. Changer notre façon de voir change l'échelle mentale des possibilités.

C'est là que vous, journalistes, entrez en scène. Le journalisme a un pouvoir immense car il décide du cadre. Il ne choisit pas seulement ce qu'il raconte, mais aussi d'où il le raconte. Et c'est dans ce choix que se joue une partie fondamentale du récit global sur l'Afrique. Le journalisme qui ne relate que les crises transforme l'exception en norme. Celui qui ne contextualise pas réduit la complexité à un cliché. Celui qui ne remet pas en question ses propres réflexes finit par perpétuer des images obsolètes qui ne correspondent plus au continent en émergence.

Mais le journalisme peut aussi ouvrir des fenêtres. Il peut élargir le débat. Il peut inclure les voix africaines en tant qu'interprètes de leur propre réalité. Il peut relier des données, des faits et des nuances qui n'apparaissent généralement pas ensemble. Il peut montrer la carte complète. Il peut permettre à l'Afrique d'apparaître aux yeux du monde avec la pluralité qui caractérise toute région : avec ses lumières, ses ombres, ses contradictions et ses transformations.

Il ne s'agit pas de remplacer les mauvaises nouvelles par des histoires positives. Il s'agit de raconter des histoires complètes. De reconnaître qu'un continent de 54 pays, deux mille langues et des millions de vies simultanées mérite un récit plus large qu'un ensemble de stéréotypes hérités. Il s'agit de raconter l'Afrique avec le même degré de nuance, de complexité et de respect que nous racontons l'Europe, l'Amérique latine ou l'Asie.

Permettez-moi de conclure par une image. L'Afrique est un vaste paysage : des villes dynamiques, des zones rurales en mutation, des fleuves, des ports, des marchés, des déserts, des universités, des centres d'innovation, des plages, des laboratoires, des corridors logistiques, des espaces culturels, des champs agricoles, des mégatendances démographiques, une transition énergétique, des économies numériques et des millions de vies en mouvement. Mais trop souvent, on la regarde à travers une fenêtre étroite. Le fragment qui entre par la fenêtre est réel, mais il ne représente pas tout. Nous n'avons pas besoin de changer le fragment, nous devons ouvrir la fenêtre.

Car lorsque la fenêtre s'ouvre, davantage de lumière pénètre. Lorsque davantage de lumière pénètre, la perception change. Lorsque la perception change, les décisions changent. Et lorsque les décisions changent, l'avenir change.

L'Afrique n'a pas besoin d'indulgence. Elle a besoin d'être vue. Elle a besoin d'espace narratif. Et vous, qui écrivez, recherchez, photographiez et racontez, vous avez la capacité d'élargir cet espace. Je vous remercie d'être ici, prêts à remettre en question le scénario hérité et à ouvrir la fenêtre du récit sur un paysage beaucoup plus vaste, beaucoup plus complexe et beaucoup plus vrai.

Merci beaucoup.



Bio : Carlos Lopes est économiste, originaire de Guinée-Bissau. Il a été représentant de l'Union africaine pour les négociations avec l'Union européenne (2018-2024) et, ces derniers mois, représentant de l'UA pour les négociations sur le climat à la COP30 à Belém (Brésil). Auparavant, il a occupé des postes importants aux Nations unies, notamment celui de secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et de sous-secrétaire général. Il a fait partie de nombreuses commissions mondiales sur le climat, le développement et la gouvernance, et préside actuellement le Conseil de la Fondation africaine pour le climat.

Trois de ses ouvrages sont disponibles en espagnol dans la collection d'essais Casa África : África en transformación (2019), Cambio estructural en África (2023) et La trampa del autoengaño (2025).